



15

Accélérer la transition « bas carbone » de l'agriculture

Les enjeux

L'agriculture étant une activité économique climato-dépendante, l'accroissement des aléas extrêmes et la forte variabilité interannuelle déstabilisent la production et les systèmes agronomiques et engendrent une plus forte volatilité des prix. La France devra continuer à assurer sa sécurité alimentaire et produire pour contribuer à l'équilibre alimentaire mondial. Il est donc important de repositionner en priorité la sécurité alimentaire au centre des enjeux, puis de raisonner les débats sur l'empreinte carbone de l'assiette du consommateur. L'alimentation représente $\frac{1}{4}$ de l'empreinte carbone des Français (dont 67 % imputable à la production agricole).

Face à des objectifs français ambitieux de neutralité carbone, la tentation de la « mise sous cloche » de la production française n'est certainement pas la solution au risque de favoriser les importations et la fuite de carbone.

Au regard de ces réalités, nos objectifs sont clairs : participer activement à la lutte contre le réchauffement climatique et contribuer aux grands équilibres alimentaires en fournissant une alimentation en quantité et qualité suffisantes pour tous et rémunératrice pour les producteurs. Ces deux objectifs ne sont pas incompatibles, ils sont même intimement liés.

Nos propositions

Faire du Défi climatique une opportunité pour la Ferme France, c'est ce que la FNSEA a porté dans le cadre de la Loi Climat et Résilience et plus largement dans le cadre de son Rapport d'Orientation voté en 2020.

C'est dans un état d'esprit positif et offensif que l'agriculture française compte **avancer la nécessaire reconnaissance de son activité comme source de solutions pour l'atteinte de la neutralité carbone face au changement climatique.**

- _ Trouver un **modèle économique** et une **valorisation** sur les marchés de la lutte contre le changement climatique.
- _ **Accroître la protection du foncier** dans les documents d'urbanisme (systématiser les PLUi, renforcer le poids des CDPENAF...).
- _ **Renforcer la compensation agricole collective.**
- _ **Adapter les outils de gestions de risques** aux nouvelle conditions climatiques,
- _ **Développer les Energies Renouvelables agricoles.**
- _ **Mobiliser les outils** avec un fléchage clair et priorisé vers le climat et l'accompagnement des transitions agroécologiques des exploitations.



15

Accélérer la transition « bas carbone » de l'agriculture

Nos propositions

- _ Favoriser la prise en charge d'une partie du coût économique et social de la lutte contre le changement climatique par l'Etat et par le consommateur.
- _ Rémunérer par les contrats de prestation de service environnemental.
- _ Lever les verrous de l'innovation : utiliser tous les leviers disponibles dont la sélection génétique et la protection de la santé, végétale et animale.
- _ Rémunérer par le prix des produits à impact climatique faible et neutre.
- _ Accompagner activement les agriculteurs dans la transition.

Chiffres clés

En France, 30 à 70 % de stagnation de la production de blé tendre serait imputable au changement climatique. En vigne, les récoltes se font un mois plus tôt qu'en 1950.

En 2018, on estime les pertes totales liées à la sécheresse à 2 Md€ pour le secteur de l'élevage. Le GIEC estime qu'à +2°C, les risques pour l'approvisionnement alimentaire pourraient devenir très importants dans certaines régions du globe.

Entre 2000 et 2018, les importations de viandes et abats ont augmenté de 50 % et les importations de fruits ont plus que doublé. Les besoins alimentaires devraient augmenter de 70 % entre 2009 et 2050 avec 9 milliards d'hommes à nourrir, selon la FAO. La production agricole devra donc mécaniquement augmenter. L'agriculture française a diminué de 8 % ses émissions de GES entre 1990 et aujourd'hui.